

# Analyses 2008



Ce que votre pompiste ne vous dit pas :  
La malédiction du pétrole au Nigeria

Commission Justice et Paix belge francophone asbl  
Rue Maurice Liétart 31/6  
B-1150 Bruxelles Belgique  
Tél. +32 (0) 2 738 08 01  
Fax: +32 (0) 738 08 00  
[info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be) [www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

Asbl soutenue par le Service Education permanente de la Communauté française et la Direction Générale de la Coopération au Développement

## **Ce que votre pompiste ne vous dit pas : La malédiction du pétrole au Nigeria**

**Prendre de l'essence à la pompe est devenu au fil des ans un geste fréquent, presque anodin, dans notre paysage quotidien. Or, ce geste, de plus en plus douloureux pour notre portefeuille (et de manière croissante pour notre conscience), cache bien des réalités dans les pays producteurs de pétrole. Immergeons-nous, le temps d'un plein à la pompe, dans les enjeux pétroliers de l'un d'eux, peut-être le moins connu : le Nigeria.**

Aujourd'hui, le Nigeria est le pays producteur de pétrole le plus important d'Afrique Sub-saharienne (il représente environs 50% de la production de cette région<sup>1</sup>). L'or noir, découvert par la compagnie Shell en 1956, a généré environs 350 millions de dollars américains entre 1965 et 2002. Cependant, pendant la même période de temps, cette énorme somme d'argent n'a pas amélioré le développement humain des populations locales<sup>2</sup>. Paradoxalement, il a été démontré que les pays ne disposant pas de ressources naturelles s'en sortent mieux, pas seulement en termes macroéconomiques mais aussi sociopolitiques, que ceux qui en possèdent en abondance. Bien qu'il s'agisse d'une tendance commune, il existe des exceptions comme le Botswana (Acemoglu, Johnson & Robinson, 2003) ou la Norvège (Gylfason, 1999). Ces pays ont réussi à transformer leurs ressources naturelles en réelle croissance économique. Sur base de ces divergences empiriques, les économistes ont fourni un certain nombre d'explications au problème, comme nous le verrons plus loin.

Ce dilemme est appelé « la malédiction des ressources naturelles » ou encore « le paradoxe d'abondance ». Les nombreuses études qui ont tenté d'expliquer le problème se regroupent généralement autour de deux approches différentes. La première, la plus répandue, se concentre sur les implications macroéconomiques de l'abondance en ressources naturelles de certains pays<sup>3</sup>. La seconde, plus rare, adopte une perspective basée sur l'économie politique.

Dans ce court article, nous démontrons la robustesse de la seconde approche à expliquer pourquoi les ressources naturelles peuvent être une malédiction plutôt qu'une bénédiction. Nous montrons ici que les causes réelles de la malédiction, dans ses deux dimensions (stagnation économique et instabilité politique<sup>4</sup>), sont avant tout *institutionnelles*. En d'autres termes, la qualité des institutions étatiques déterminent si les ressources naturelles se transformeront en malédiction ou bénédiction. Ce constat influence fortement la manière dont la malédiction doit être surmontée.

Penchons-nous sur la manière dont la malédiction du pétrole en général et au Nigeria en particulier est expliquée par les scientifiques. Sans être exhaustif, nous abordons ici les deux théories principales qui se basent sur la macroéconomie (la « chasse aux rentes », et la « maladie hollandaise »), pour ensuite proposer une approche alternative basée sur l'économie politique.

### **Deux perspectives macroéconomiques**

Une première approche macroéconomique de la malédiction des ressources se base sur le phénomène dit de la « chasse aux rentes<sup>5</sup> » (*rent-seeking*) qui doit être compris comme : « les efforts entrepris pour obtenir d'un gouvernement qu'il crée ou maintienne les rentes économiques, qui peuvent ensuite être transformées en gains privés, sans considérations pour le bien commun »<sup>6</sup>.

L'hypothèse sous-jacente de cette approche est que l'abondance de ressources naturelles diminue l'entreprenariat des sociétés dans lesquelles elles se trouvent. Il y a tant de pétrodollars autour des membres du gouvernement Nigérian que ces derniers sont moins attirés par la création de nouvelles richesses (augmenter la taille du « gâteau économique ») que par les rentes faciles et improductives (obtenir la plus grande part du gâteau possible).

Tous les acteurs de la société comprennent vite leur intérêt à créer des relations proches avec les politiciens s'ils souhaitent une part du butin. Cette situation est extrêmement dommageable pour la société en général et pour l'économie en particulier car elle fomenta la corruption et entrave la croissance économique et l'équité sociale (Gylfason, 2001c:850).

En résumé, ce modèle suggère qu'une plus grande quantité de ressources naturelles augmente le nombre de producteurs engagés dans la chasse aux rentes et diminue d'autant le nombre d'entrepreneurs engagés dans des activités productives (Torvik, 2002). Le point le plus délicat dans cette approche est qu'elle implique une relation négative automatique entre abondance des ressources naturelles et croissance économique (Mehlum *et al.*, 2006a:4). Cette approche ne parvient donc pas à expliquer les exceptions telles que la Norvège ou le Botswana mentionnées précédemment.

La seconde approche macroéconomique qui tente d'expliquer le paradoxe d'abondance est appelée la « maladie hollandaise<sup>7</sup> » et est définie comme « une réduction des exportations d'un pays résultant d'une appréciation du taux de change après la découverte d'une ressource naturelle » (Barder, 2006:4). De manière générale, ce terme fait référence aux conséquences nuisibles d'une brusque augmentation des revenus du pays sur les exportations provoquant une désindustrialisation des secteurs traditionnels d'export (agriculture, industries) et une hausse des importations de produits finis.

Dans le cas du Nigeria, souvent appelé à juste titre « Etat minéral », les ressources naturelles représentaient en 2004 95% des gains d'exportation, 40% du PIB, 70% des revenus du gouvernement fédéral et 90% des nouveaux investissements (Adedipe, 2004:5). Dès le boom pétrolier dans les années soixante, l'agriculture, qui représentait 65% du PIB à l'époque, a commencé à fondre pour ne représenter que 28,35% du PIB en 2002<sup>8</sup>. Cette dépendance extrême à l'égard d'un secteur économique comme le pétrole, renforcée par la déliquescence de l'agriculture et de l'industrie, est dangereuse car les prix sont fluctuants et peu prévisibles et les réserves sont limitées. De plus, le pétrole est un secteur qui exige beaucoup d'investissement et qui ne crée pas beaucoup d'emplois pour les populations locales car elle exige une main d'œuvre assez qualifiée. Les retombées pour le reste de l'économie sont donc assez limitées, sans parler des conflits ethniques qui complexifient la situation.

Les détracteurs de ce modèle du mal hollandais argumentent qu'il échoue à expliquer les causes réelles de la malédiction des ressources. Hausmann et Rigodon, par exemple, affirment que la maladie hollandaise n'implique en elle-même aucune inefficacité ou perte de bien-être et n'explique pas pourquoi un pays riche en ressources croît plus lentement (2003:4). De manière générale, l'aspect le plus problématique de cette approche est qu'elle prédit une relation directe entre ressources et croissance (Mehlum *et al.*, 2006a:1122).

### **Une explication alternative**

Au-delà de ces deux approches macroéconomiques, nous pensons que la malédiction liées aux ressources naturelles doit être abordée différemment que ce que proposent la plupart des économistes. En se basant sur l'économie politique, nous attirons l'attention sur l'influence de la qualité des institutions étatiques dans l'explication du paradoxe d'abondance dans ses deux dimensions (stagnation économique et instabilité politique).

Les approches macroéconomiques décrivent d'importantes dimensions du problème mais n'expliquent pas les différences entre pays. Une étude comparative récente a démontré que la malédiction liée aux ressources naturelles n'apparaît que dans les pays à faible niveau institutionnel (Mehlum *et al.*, 2006b:4). Cette découverte nous permet d'expliquer les cas comme la Norvège ou le Botswana<sup>9</sup> qui possèdent des ressources en abondance tout en performant bien économiquement.

En définitive, la faiblesse des institutions est vue comme responsable de la malédiction affectant les pays riches en ressources naturelles. Inversement, de bonnes institutions qui supportent la responsabilisation des gouvernants rend trop coûteux ou trop peu

attractif l'opportunité de les contourner pour obtenir des rentes liées aux ressources. Notons in fine que ce n'est pas parce que la qualité des institutions détermine si l'abondance de ressources est une malédiction ou une bénédiction que ces dernières produisent de mauvaises institutions (Mehlum *et al.*, 2006a:1129).

Cette compréhension de la malédiction des ressources a des implications fortes sur la façon dont le problème doit être abordé au Nigeria tant par les responsables politiques locaux que par les compagnies étrangères et autres acteurs internationaux concernés par la question pétrolière dans ce pays ouest-africain. Ainsi, la priorité doit aller au contrôle de la corruption et à la dépolitisation de l'allocation des revenus pétroliers. Bien entendu, ces deux priorités ne vont pas tout solutionner. Ce qui est primordial est de renforcer les contre-pouvoirs pour forcer l'application de ces mesures.

L'influence internationale peut jouer un rôle important et positif à cet égard mais peut aussi contribuer à perpétuer la mauvaise gestion et la corruption. Shell (Pays-Bas), Total (France), Agip (Italie), ExxonMobil (USA) et Chevron (USA) sont les cinq compagnies les plus importantes impliquées dans l'extraction du pétrole Nigérian. Leur implication dans ce pays ne suit que trop rarement l'approche politico-économique abordée dans cet article. En effet, ces compagnies croient compenser les dommages environnementaux et les faibles retombées économiques et sociales pour les Nigériens qu'impliquent leurs activités par des projets sociaux non durables (hôpitaux sans médicaments, écoles sans enseignants, etc.) et de court terme sans concerter les institutions légitimes locales et pour seul fin d'améliorer leur image. La transparence dans les versements de dividendes aux responsables politiques Nigériens (ainsi qu'à des bandes armées pour les protéger des pillages) laisse aussi à désirer, encourageant ainsi la corruption et les conflits armés. Puissent-elles considérer notre analyse ; notre responsabilité à tous d'y œuvrer ?

Guillaume Van Parys,  
Chercheur à Justice et Paix,  
Mai 2008.

## Références

Acemoglu D., Johnson S. and Robinson J.A. (2003) "An African Success: Botswana," in: Rodrik D. (ed.) *In Search of Prosperity*, Princeton; Princeton University Press.

Adedipe B. (2004) "The Impact of Oil on Nigeria's Economic Policy Formulation", Text of a paper presented at the conference on Nigeria: Maximizing Pro-poor Growth: Regenerating the Socio-economic Database, organized by Overseas Development Institute in collaboration with the Nigerian Economic Summit Group, 16th/17th June 2004.

Barder O., (2006) "A Policymakers' Guide to Dutch Disease. What is Dutch Disease, and is it a problem?" Center for Global Development, Working Paper 91, July.

Brinkerhoff D.W. and Goldsmith A.A. (2002) "Clientelism, Patrimonialism and Democratic Governance: An Overview and Framework for Assessment and Programming", Abt Associates Inc., Document prepared for the USAID. Office of Democracy and Governance.

Favennec J-P. and Copinschi Ph. (2003) "Les nouveaux enjeux pétroliers en Afrique", *Politique Africaine* 89:127-148, March

Gylfason T. (1999) "Natural Resources and Economic Growth: A Nordic Perspective on the Dutch Disease" Paper prepared for a UNU/WIDER research project on *Resource Abundance and Economic Development: Improving the Performance of Resource-Rich Countries*. (Revised long version).

Gylfason, T. (2001c), "Natural Resources, Education, and Economic Development", *European Economic Review* 45:847-859, May.

Hausmann R. and Rigodon R. (2003) "An Alternative Interpretation of the 'Resource Curse': Theory and Policy Implications", *National Bureau of Economic Research NBER*, Working Paper 9424, Issued in January.

Mehlum H., Moene K. and Torvik R. (2006a) "Cursed by Resources or Institutions?" *The World Economy* 29(8):989-1155, August

Mehlum H., Moene K. and Torvik R. (2006b) "Institutions and the Resource Curse", *The Economic Journal* 116:1-20, January.

Sachs, J.D. and Warner A.M. (1995), "Natural Resource Abundance and Economic Growth", *National Bureau of Economic Research NBER*, Working Paper 5398.

Torvik R. (2002) "Natural resources, rent seeking and welfare", *Journal of Development Economics* 67:455-470.

United Nation Development Programme (2005), *Human Development Report*. New York: Oxford University Press

van Wijnbergen S. (1984) "The "Dutch disease": a disease after all?", *Economic Journal* 94(373):41-55.

## Notes

---

<sup>1</sup> Favennec & Copinschi (2003:136)

<sup>2</sup> En 2003, le Nigeria avait un Index du Développement Humain de 0.453, une espérance de vie de 43.4 ans, et un PIB par tête de 1.050 US\$ (UNDP, 2005 :221).

<sup>3</sup> Voir par exemple : van Wijnbergen (1984), Sachs and Warner (1995), Gylfason (1999)

<sup>4</sup> Warner (2005)

<sup>5</sup> Une « rente économique » est un gain matériel qui serait absent si le marché était purement compétitif (Brinkerhoff & Goldsmith, 2002:40)

<sup>6</sup> Brinkerhoff & Goldsmith (2002:41)

<sup>7</sup> Ce terme a été initialement utilisé par le journal *The Economist* dans son article "The Dutch Disease" du 26 Novembre 1977 en référence aux effets adverses sur l'économie hollandaise de la découverte de gisements de gaz naturel en mer du Nord.

<sup>8</sup> (Adedipe, 2004:6).

<sup>9</sup> Voir notamment Acemoglu, Johnson et Robinson (2003)